Version Web



SUR LE PLATEAU DE DIMANCHE EN POLITIQUE

Prix de l'essence, pouvoir d'achat, logement, reconnaissance des langues territoriales, primaire de la gauche et examen du budget, autant de sujet abordés sur le plateau de « Dimanche en Politique » le dimanche 27 septembre.



VOIR OU REVOIR L'ÉMISSION

LA RENTRÉE DU LOGEMENT

À INXAUSETA POUR REMETTRE LE LOGEMENT AU COEUR DE NOS PRIORITÉS

J'ai participé le 28 août, à Bunus, aux Entretiens d'Inxauseta, pour échanger et débattre sur l'une des urgences majeures de notre pays : permettre à chacun de se loger dignement et à chaque territoire de retrouver une véritable politique du logement.

Face à la crise que nous traversons, nous avons besoin d'une réponse globale.

Cela passe d'abord par une véritable politique de relance du parcours résidentiel, en redonnant confiance aussi bien aux propriétaires qu'aux locataires et en sortant des discours caricaturaux qui opposent les uns aux autres.

J'y ai défendu un ensemble de mesures qui permettront de :

- Relancer le logement social, en revenant sur les choix qui ont fragilisé son financement et en donnant aux bailleurs les moyens de construire et de rénover, en particulier dans les territoires ruraux.
- Mieux accompagner la location de longue durée en baissant les impôts pour les petits propriétaires, mais aussi en renforçant les dispositifs qui sécurisent les propriétaires et les locataires, comme la garantie Visale, et, bien sûr, poursuivre l'encadrement des loyers.
- Soutenir davantage l'accession à la propriété, en renforçant notamment le Prêt à taux zéro, pour permettre aux ménages qui le peuvent de franchir une nouvelle étape de leur parcours résidentiel.
- Lutter contre la vacance des logements, en donnant davantage de leviers aux collectivités, en simplifiant les situations liées aux successions et en rendant la fiscalité sur les logements vacants réellement efficace.
- Relancer la construction, la réhabilitation et la rénovation thermique en agissant sur le coût et en s'appuyant sur les initiatives innovantes des acteurs du bâtiment.

L'État doit être au rendez-vous et mettre les moyens nécessaires, d'autant qu'un euro d'argent public investi dans la politique du logement en rapporte trois aux finances publiques.

La crise du logement n'est pas une fatalité. Elle appelle des choix politiques clairs, des moyens et une mobilisation collective.



DÉFENDRE L'ENCADREMENT DES LOYERS

J'ai ensuite repris le chemin de Paris pour être aux côtés des élus rassemblés à l'Hôtel de Ville, sur invitation d'Emmanuel Grégoire, maire de Paris, pour défendre l'encadrement des loyers.

Paris, Lyon, Marseille, Lille, Montpellier, Grenoble, Bayonne et l'agglomération Pays Basque… De nombreux territoires ont fait le choix de cet outil pour protéger les locataires face à l'envolée des loyers. Les élus locaux le disent clairement : ils ont besoin de pouvoir agir.

C'est précisément le sens de la proposition de loi que j'ai portée avec mes collègues socialistes et qui a été adoptée par l'Assemblée nationale en décembre dernier : pérenniser l'encadrement des loyers et donner davantage de moyens aux collectivités pour agir face aux tensions du marché immobilier.

Mais le combat n'est pas terminé, le 21 octobre prochain, mon texte sera examiné au Sénat.

À quelques semaines de la fin de l'expérimentation, nous devons faire un choix : laisser les loyers continuer de progresser et de renoncer à protéger les ménages, ou faire de l'encadrement des loyers un droit durable, à la main des territoires.

Avec les maires, les associations, les locataires et tous ceux qui se mobilisent pour le droit au logement, je continuerai à porter cette bataille.





EXAMEN DU PROJET DE LOI LOGEMENT EN COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Les 21 et 22 septembre, nous avons examiné en commission des affaires économiques le projet de loi visant à la relance et à la décentralisation du logement.

Responsable pour mon groupe, j'ai pris la parole quelques jours avant cet examen pour interroger le Ministre, alors auditionné par notre commission.

Si nous soutenons la volonté de mettre en œuvre un troisième programme national de renouvellement urbain, les autres mesures présentes dans ce texte apparaissent largement insuffisantes pour répondre de façon globale et efficace à la crise, voire, pour certaines, contre-productives.

VOIR MON INTERVENTION

LA CRISE DU LOGEMENT NE SE RÈGLE PAS À COUPS DE SLOGANS !

Le logement sera un des grands sujets de la campagne présidentielle. Les mesures proposées par Marine Le Pen et le RN en la matière sont populistes, contreproductives et hypocrite.

Je vous explique.

VOIR MON INTERVENTION

LOI INTÉGRALE CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES FAITES AUX FEMMES ET AUX ENFANTS

Nous avons, au début du mois d'octobre, commencé l'examen de la proposition de loi intégrale dans l'hémicycle. Dans les semaines qui ont précédé, la commission spéciale créée pour l'occasion avait déjà enrichi le texte de plusieurs mesures importantes comme la création d'une infraction spécifique d'inceste ou l'inscription, dans le code pénal, d'une définition de la victimisation secondaire.

Les débats se poursuivent dans l'hémicycle pour consolider ces acquis et défendre, dans les discussions budgétaires, un budget à la hauteur des enjeux !

Pour rappel, cette proposition de loi transpartisane signée par près de 250 députées, initiée par les députés socialistes, vise à lutter contre les violences sexistes et sexuelles faites aux femmes et aux enfants. Elle permet d'apporter une réponse globale, de la prévention à l'accompagnement des victimes en passant par la réponse pénale, et agit dans toutes les sphères de la société.

Je salue le travail de mes collègues membres de cette commission et en particulier celui de Céline Thiébault-Martinez, rapporteure générale et de Karim Benbrahim rapporteur sur la partie relative aux violences sexistes et sexuelles au travail.

INAUGURATION DES NOUVEAUX BÂTIMENTS DU CDEO À ORDIARP

Vendredi 18 septembre, j'ai eu le plaisir de participer à Ordiarp à l'inauguration des nouveaux bâtiments du Centre Départemental de l'Élevage Ovin (CDEO), dans un contexte agricole marqué par de nombreuses incertitudes.

Cette réalisation est le fruit de plusieurs années de travail et ouvre un nouveau chapitre dans la longue histoire du CDEO. Depuis 2022, j'ai eu l'occasion d'échanger régulièrement avec les femmes et les hommes qui font vivre cet outil et qui défendent avec passion nos territoires, nos races locales et l'avenir de notre agriculture pastorale.

Je veux aussi rendre un hommage particulier à Francis Fidelle, homme passionné et passionnant et remercier Claude Soulas qui, malgré une retraite récente, reste un ambassadeur précieux de la cause pastorale.

Je suis particulièrement heureux d'avoir pu accompagner ce projet et contribuer, avec l'ensemble des partenaires, à la mobilisation des financements nécessaires à sa réalisation. Une nouvelle bergerie, un laboratoire et une plateforme de phénotypage : ces investissements vont permettre au CDEO de poursuivre son travail de recherche, d'innovation et d'accompagnement des éleveurs.

Dans un contexte de crises sanitaires et climatiques, nos races locales constituent une richesse majeure. Elles sont le fruit de générations d'éleveurs et d'une adaptation constante à nos territoires.

C'est aussi le sens du travail que j'ai mené à l'Assemblée nationale en 2024 pour renforcer la reconnaissance et la préservation des ressources génétiques rares liées aux races locales.

Le CDEO est également un lieu où se construit l'avenir du pastoralisme. C'est ici que la mission parlementaire consacrée à son avenir est venue rencontrer les acteurs du territoire. Notre groupe de travail a déposé une proposition de loi.

Merci aux équipes du CDEO, aux éleveuses et aux éleveurs, ainsi qu'à toutes celles et ceux qui ont contribué à faire de ce projet une réalité.

Longue vie au CDEO !





INCENDIE EN VALLÉE D'ASPE

Quand cet incendie a frappé la vallée, j'ai activement participé à la cellule de sécurité mise en place pour suivre l'évolution du feu qui a sévi pendant plusieurs jours dans le secteur du Pas d'Ourtasse, entre Cette-Eygun et Etsaut.

Le feu a pu être fixé par l'usage de moyens aériens et l'engagement des équipes au sol. Je veux surtout adresser mes remerciements les plus sincères à l'ensemble de celles et ceux qui se sont mobilisés : sapeurs-pompiers, équipes spécialisées, gendarmes, services de l'État, agents des collectivités, mais aussi les bergers qui ont apporté leur aide et leur connaissance du terrain.

Je veux également exprimer mon plein soutien aux maires de Cette-Eygun et d'Etsaut et leurs équipes qui étaient présents sur le terrain sans relâche, aux côtés des secours. Leur mobilisation et leur connaissance de la vallée ont été précieuses dans ce moment difficile.



FISCALITÉ AGRICOLE

J'ai eu le plaisir d'accueillir sur notre territoire mon collègue Dominique Potier, député de Meurthe-et-Moselle.

Après avoir obtenu la création d'un crédit d'impôt pour encourager la mécanisation collective à travers les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA), Dominique est en charge d'une mission sur la fiscalité agricole dont les conclusions seront rendues prochainement.

Dans ce cadre, nous avons pu échanger à Ainhice-Mongelos avec les équipes d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara et du syndicat ELB, puis l'après-midi du côté de Lasseube avec les CUMA de Lasseube et du Layou ainsi qu'avec Pierre Supervielle, secrétaire général de la Fédération nationale des CUMA Fédération des CUMA Béarn - Landes - Pays Basque.

Ces échanges sont précieux pour partir des réalités vécues par nos agriculteurs et construire une fiscalité agricole qui réponde réellement à leurs besoins.

Les CUMA sont un bel exemple de ce que la coopération peut apporter à notre agriculture : en mutualisant les matériels, les investissements et les compétences, elles permettent aux agriculteurs de réduire leurs charges, d'accéder à de meilleurs équipements et de partager les bonnes pratiques. Elles montrent aussi que l'on peut être plus efficace collectivement, tout en renforçant la solidarité et le lien entre agriculteurs.

C'est cette logique que nous voulons défendre : une fiscalité plus juste, plus efficace et mieux ciblée, qui bénéficie au plus grand nombre et prioritairement à celles et ceux qui en ont réellement besoin.

Notre objectif est simple : accompagner les agriculteurs dans les transformations auxquelles ils sont confrontés, soutenir les dynamiques collectives et faire en sorte que l'argent public soit utile là où il a le plus d'impact.

Merci aux agriculteurs et aux CUMA pour la qualité de leurs échanges et leur engagement au quotidien pour faire vivre notre agriculture et nos territoires.





BILAN CIRCO'

De nombreux échanges et déplacements ont rythmé la rentrée : plongée dans mon agenda du mois de septembre !



Pour vous désabonner, cliquez ici.